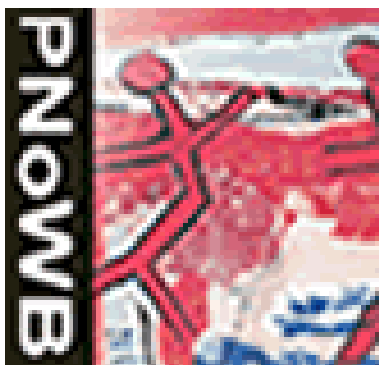


<http://lipietz.net/Veme-conference-annuelle-du-Reseau-parlementaire-de-la-Banque-Mondiale>

Economie

Vème conférence annuelle du Réseau parlementaire de la Banque Mondiale

- Député européen (Verts, France) - Mondialisation -



Date de mise en ligne : dimanche 15 février 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

J'ai participé à cette [5ème conférence](#) du [Réseau interparlementaire de la Banque Mondiale](#) que [j'avais autrefois contribué à monter](#). Le réseau s'est depuis beaucoup étoffé, ce qui a conduit le Président de la Banque, James Wolfensohn, à prononcer la conférence inaugurale.

Il s'y est montré assez dur. D'abord, en récusant la demande d'un contrôle parlementaire : la Banque ne serait responsable que devant ses actionnaires, c'est à dire les gouvernements !

Un argument souvent employé aussi par la [Banque européenne d'investissement](#). Il y a là un vrai problème, car de fait les gouvernements cultivent eux-mêmes le goût du secret dans leurs relations avec la Banque, qu'il s'agisse des Programmes d'ajustements, de lutte contre la pauvreté, ou des grands projets d'infrastructures. Ainsi, M. Wolfensohn n'a-t-il eu aucun mal à renvoyer dans les cordes un député asiatique qui l'interpellait sur la représentativité partielle des gouvernements, en lui faisant observer que lui-même, quand il était ministre des finances de son pays, ne venait pas discuter avec sa banque accompagné de représentants de l'opposition !

Par ailleurs, M. Wolfensohn a réitéré la profession de foi traditionnelle : l'ouverture des marchés est la condition du développement.

Il a par ailleurs pris ses distances avec [le rapport du groupe de travail](#) présidé par Emil Salim sur les industries extractives (voir le [résumé en français](#) téléchargeable sur leur site, .doc, 93 ko).

Il a par exemple rejeté la demande de cesser progressivement de subventionner l'exploitation de charbon et de pétrole et de reconvertir les crédits correspondants vers les énergies renouvelables, au motif que les syndicats ne sont pas d'accord et que l'Australie n'aurait pas été d'accord il y a 50 ans !

Le débat sur le Rapport Industries Extractives était le point-clé de la journée, les grandes organisations d'environnement ayant déjà écrit à J. Wolfensohn pour lui demander d'en [appliquer intégralement les recommandations](#) (téléchargeable sur le site de [The Sustainable Energy and Economy Network](#), pdf 13 ko). La discussion s'est poursuivie en plus petit comité entre les eurodéputés présents et le vice-président de la BM chargé des relations internationales et de l'ONU, Ian Goldin. Je lui ai fait observer :

- ▶ Que la réponse du président sur la non-responsabilité de la Banque vis-à-vis des parlementaires ne tenait pas. Les richesses d'un pays n'appartiennent pas à son gouvernement mais à son peuple, représenté par ses élus et, pour le suivi, par ses organisations populaires et ses ONG. D'ailleurs la Banque le reconnaît puisqu'elle ouvre déjà ses portes aux ONG. I. Goldin a répondu que justement la politique de publicité (*disclosure*) de la Banque était souvent plus transparente que ce que souhaiteraient les gouvernements, ce dont il faut à mon avis lui donner acte.
- ▶ Que le discours sur le lien entre accès aux marchés et développement devait être nuancé. Les pays ACP ont libre accès aux marchés de l'UE sans que cela serve grandement leur développement. Plus largement, j'ai rappelé le compromis qui s'était esquissé à [Cancun au Réseau Parlementaire Mondial](#) : oui à la suppression des subventions aux exportations agricoles, non à l'ouverture pure et simple des marchés de l'Union aux produits agricoles, ne serait-ce que parce que les consommateurs européens refusent les OGM. I. Goldin a rétorqué que les accords ACP n'assuraient pas le libre accès à tous les produits du Sud. Il a reconnu le droit des consommateurs à refuser des produits dont ils se méfient (ignorant apparemment le problème de la différence, aux yeux de l'OMC, entre produit et procédé de production), mais a fait observer que toute subvention au revenu paysan était déjà une subvention aux

prix de revient donc une subvention à l'exportation, sauf si elle était justifiée par la multifonctionnalité de l'agriculture (piste à explorer !)

- ▶ Qu'en ce qui concerne les industries extractives, la Banque était responsable aussi devant les générations futures et devant les accords internationaux sur l'environnement, dont Kyoto. I. Goldin a repris le discours du droit des pays pauvres à se développer, tout en admettant que de toute façon un projet pétrolier ou charbonnier trouverait facilement des crédits à peine plus chers que ceux de la BM. Raison de plus pour réserver les fonds de celle-ci aux énergies renouvelables !